

N°7 : Comment améliorer la reconnaissance et l'organisation de la voie professionnelle

Notion d'élèves en difficulté

Une mère d'élève s'exprime sur la scolarité au collège de son fils. Selon elle, le collège n'a pas répondu aux attentes de son enfant et n'a pas pris en compte ses difficultés scolaires.

De plus elle précise qu'il n'est pas nécessaire d'imposer à un élève en difficulté la pratique d'une seconde langue en classe de quatrième. C'est à ses dires, amplifier les difficultés.

L'option « première langue renforcée » pratiquée dans certains établissements semble une idée intéressante mais peu suivie. Pour un professeur de français, pratiquer une deuxième langue peut - être une nouvelle chance pour l'élève en difficulté et non pas un obstacle supplémentaire.

Une mère d'élève souligne que la prise en compte de l'élève en difficulté ne doit pas se faire au détriment des bons élèves.

Se posent alors les questions suivantes : Le collège est-il à même de prendre en charge l'élève en échec scolaire ? Les problèmes peuvent-ils se résoudre au sein même du collège ou alors par le biais d'une collaboration avec des partenaires extérieurs ? Comment les professeurs peuvent et doivent-ils gérer l'hétérogénéité d'une classe ? Comment faire en sorte que tous les élèves progressent à leur rythme ?

La technologie : matière fondamentale

Une mère d'élève explique que son fils en échec scolaire au collège semble retrouver goût à l'école après un passage en troisième technologique : classe qui permet à l'élève de reprendre confiance et de découvrir, par le biais de la pratique, différents métiers.

En conseil de classe, au collège sont souvent considérés comme bons élèves, ceux dont les résultats en mathématiques, français histoire – géographie, langues sont satisfaisants. Les résultats des élèves dans les matières considérées moins nobles comme les arts plastiques, l'EPS, la technologie ne sont souvent pas pris en compte pour l'évaluation globale de l'élève.

Il semble judicieux d'exercer un rééquilibrage entre les différentes matières enseignées. Il faut faire en sorte que l'ensemble des disciplines soient reconnu par la communauté éducative

La technologie enseignée doit être adaptée à notre environnement et doit correspondre aux besoins économiques de notre société.

L'assemblée semble approuver le fait d'enseigner la technologie comme une matière fondamentale mais la question « Faut-il et a-t-on besoin de former des techniciens ? » reste cependant sans réponse.

Valorisation de la filière professionnelle

Le fait que les élèves orientés en lycée professionnel soient les élèves en échec scolaire n'est pas un problème nouveau : « Tu fais le cirque donc tu iras en lycée professionnel ».

Chacun est d'accord sur le fait que l'enseignement pratique dispensé en lycée professionnel, allié au stage en entreprise permet à la plupart des élèves d'être valorisés dans leur travail scolaire.

La valorisation de la filière professionnelle ne pourra avoir lieu sans une valorisation financière des métiers manuels. Aujourd'hui, le marché du travail recherche des ouvriers qualifiés en maçonnerie, en couverture, etc... Les métiers manuels, métiers dont les conditions de travail sont difficiles n'attirent plus les jeunes. De plus, notre société véhicule souvent une image très négative de ces professions.

Le gestionnaire explique que la loi de l'offre et de la demande règle pour la plupart des corps de métiers la hauteur des salaires. Le chef des travaux répond qu'il est cependant triste d'en arriver « à une pénurie en main d'œuvre qualifiée » pour qu'une reconnaissance financière des métiers manuels ait lieu.

La filière scientifique est la filière d'excellence. Il semble que la hiérarchisation des filières existera toujours. Il n'est donc pas nécessaire de lutter contre la valorisation, la promotion de certaines filières par rapport à d'autres mais il est peut être utile de lutter contre les excès.

Stage en entreprise

Un professionnel explique comment il a développé un partenariat avec un lycée professionnel. La notion de contrat entre l'entreprise et le lycée professionnel lui semble fondamentale pour assurer une formation cohérente aux jeunes. Aussi, Il s'interroge sur le nombre de professeurs en charge d'une matière technique qui participent à des stages de perfectionnement.

Les visites des professeurs en situation de stage doivent être plus nombreuses afin de permettre une évaluation plus sérieuse du jeune.

Selon le chef des travaux, l'organisation pédagogique des stages est à améliorer. Les consignes données dans les référentiels semblent difficilement réalisables en entreprise.

L'assemblée est d'accord sur le fait que le lycée professionnel doit s'ouvrir au monde du travail.

Les relations entre l'entreprise et le lycée doivent être davantage développées.

Centre de Formation d'apprentis et lycée professionnel

Des constats sont faits :

- de nombreuses formations existent mais n'attirent pas un maximum d'élèves,
- la baisse démographique est inéluctable,
- l'attrait des jeunes pour les formations rémunérées ...

De multiples raisons vont induire une mise en concurrence des formations existantes et il est même envisageable à plus ou moins long terme la disparition de l'un ou l'autre système.

Il est donc important de se demander s'il est possible de faire coexister les formations dispensées par les CFA et celles enseignées par les lycées professionnels.

Dans notre organisation pédagogique actuelle, il est peu concevable de faire cohabiter des jeunes avec des statuts différents. Une réorganisation est donc souhaitable.

Il est regrettable que peu de passerelles existent pour assurer le passage d'une filière à une autre.

L'orientation au collège

L'organisation des cycles scolaires au collège est remise en cause par les parents d'élèves ainsi que par les professeurs. Un élève en difficulté scolaire en cinquième n'a pas de choix autre que le passage en classe de quatrième. Il doit par conséquent rester dans un cursus scolaire traditionnel jusqu'au brevet des collèges. Des passerelles d'orientation doivent être développées afin que des jeunes en difficulté puissent à un moment donné dans leur vie de collégien retrouver confiance en eux et goût à l'école.

Un jeune de quatorze ans n'est pas objectif dans le choix de son orientation. La représentation des métiers que le jeune a, est souvent celle de ses parents. De plus, les parents influencent souvent la décision du jeune : tu dois faire cette formation car des débouchés existent.

Les adolescents ont besoin de voir des choses, de se rendre compte par eux-mêmes. Les salons, les forums organisés semblent être bénéfiques quand à l'orientation des adolescents. Par contre, pour que ces dispositifs soient efficaces, les élèves doivent être préparés et ils ne peuvent le faire seuls.

Des supports métiers (CD ROMS) existent mais doivent être améliorés et développés. Ils doivent être consultables dans la plupart des CDI et des CIO par les élèves.

Le lycée des métiers : l'idée est de créer un lycée qui scolarise les élèves du CAP à la licence professionnelle réunissant un groupe de métier(ex : le lycée de la mécanique et de l'électronique). C'est aussi créer un lycée où tous les élèves d'une même classe d'âge se retrouvent. Le jeune s'identifie alors à un groupe qui lui est propre : il choisit donc son lycée en fonction du choix de ses copains.

La difficulté du collège est de créer des espaces pour parler d'orientation. L'espace est donné à l'enseignant pour qu'il transmette son savoir et non qu'il éduque à l'orientation. Les conseillers d'orientation – psychologues ont souvent en charge plusieurs structures et ne sont présents dans les établissements que de façon ponctuelle.

Il faut du temps et du personnel qualifié pour traiter des questions de l'orientation au collège. Les enseignants quand à eux ne sont pas formés à l'orientation. Lors de leur formation à l'IUFM, les futurs enseignants n'abordent que superficiellement la question de l'orientation des jeunes.

Une restructuration plus forte est nécessaire afin de mettre fin au bénévolat ou à la bonne volonté des acteurs de la communauté éducative.

n°17 - Comment améliorer la qualité de vie des élèves à l'école ?

L'animateur rappelle les quatre domaines qui se rapportent au débat :

- Les rythmes scolaires sont-ils adaptés ? Faut-il les réaménager ?
- Les structures des EPLE permettent-elles de mener à bien l'acte pédagogique ? Les locaux sont-ils adaptés ? (bureau pour les enseignants, CDI, Foyers socio-éducatifs, salles de lecture...)
- Les adultes qui peuvent agir pour améliorer les relations et sont là pour seconder les enseignants (assistantes sociales, CPE, COP, médecin scolaire, éducateurs, assistants d'éducation, ...) sont-ils suffisants en nombre ? Quel doit être leur rôle ?
- Les lieux de vie et notamment les internats sont-ils fonctionnels et bien équipés ?

Il évoque ensuite le document de référence du Ministère intitulé «ouvrir le débat national sur l'avenir de l'Ecole» et commente les graphiques de «l'Education nationale en chiffres» en insistant

notamment sur la courbe concernant la proportion de jeunes sortant sans qualification de 1965 à 2001 : depuis dix ans environ il n'y a plus d'évolution positive significative ; depuis 1993, régulièrement, 8 % de jeunes quittent le système éducatif sans qualification. Il ajoute qu'un des problèmes majeurs auquel doit faire face la nation est la perte d'élèves en cours de formation. Il pose deux questions : Pourquoi ? Qu'est ce qu'on peut faire ?

Un parent d'élève réagit pour dire que beaucoup d'élèves de LP préfèrent aller travailler tout de suite dès le premier diplôme professionnel obtenu (le CAP ou le BEP) pour gagner de l'argent ; ils ont autour d'eux des exemples de copains qui gagnent déjà leur vie. Par ailleurs, ils ne sont pas « copains avec l'Ecole » car pas motivés par des études jugés trop théoriques à leurs yeux.

L'animateur demande alors si la finalité du BEP est d'entrer dans la vie active. Et d'ajouter : est-ce qu'on est bien préparé avec un BEP à entrer dans la vie active ? La formulation de la question induit la réponse ; le sentiment d'échec à l'Ecole déterminerait certains élèves à vouloir entrer très tôt dans la vie active. Pas un échec, mais un choix de l'élève rétorque une enseignante qui ajoute que cela dépend beaucoup selon les individus.

D'une façon plus générale, tout le monde s'accorde pour constater que c'est **l'aspect pécuniaire qui motive les jeunes qui n'ont pas conscience que la poursuite longues et l'obtention de diplômes élevés augmentent leurs chances de trouver un emploi mieux rémunéré.** Le Chef d'établissement intervient pour dire qu'il y a effectivement des élèves saturés de l'école du fait de l'accumulation d'échecs antérieurs et parce qu'ils n'ont jamais été en situation d'être valorisés ; il suffit d'un déclin dans une matière avec un enseignant pour que le comportement de l'élève change et se sente valorisé. Comment, dès lors, faire en sorte que les élèves restent au Lycée jusqu'au bout de leur cycle de formation ?

Un parent d'élève répond qu'il faut mettre davantage les élèves en stage en entreprise. Selon lui, les stages en entreprises sont trop espacés pendant l'année scolaire et pour lui un problème réel avec le marché du travail actuel se pose : il n'y a pas de différence dans les entreprises industrielles ou artisanales entre ceux qui ont des diplômes et ceux qui n'en ont pas : tout le monde est payé au SMIC ce qui n'est pas fait pour motiver des jeunes à poursuivre des études.

L'animateur pose alors la question suivante : **Sommes-nous prêts dans l'Education nationale à accueillir un public plus âgé de «récurrents»** c'est-à-dire de jeunes adultes qui ont interrompu leurs études, ont déjà une expérience de la vie active et sont prêts à reprendre un cursus d'études ? Mouvement divers dans la salle car le problème des différences d'âge et de maturité, voire d'intégration avec des élèves plus jeunesse pose. Un consensus d'accord se fait pourtant à la condition expresse que les structures d'accueil soient bien adaptées.

Un paradoxe est d'autre part constaté : on observe que les élèves de BAC PRO plus âgés veulent davantage continuer leurs études alors qu'en principe ils devraient entrer après le BAC PRO dans la vie active. Au contraire, les élèves des filières CAP ou BEP, plus jeunes donc, sont ceux qui abandonnent plus volontiers les études pour tenter d'entrer dans la vie active. Selon le chef d'établissement, les premiers ont pris confiance, ils ont été remis dans un climat de réussite et non plus en situation d'échec.

Partant de là, en quoi la qualité de vie des élèves est-elle améliorable dans un EPLE pour tenter de remédier à ce constat ?

Dans l'établissement où nous sommes **le problème n°1 est celui de l'internat** : près de 60 % des élèves sont internes. **Les conditions de vie à l'internat peuvent-elles être un facteur de rupture scolaire ?**

Oui, incontestablement, car les bâtiments n'ont pas été rénovés depuis leur construction il y a 30 ans. Un intervenant dit que chaque élève doit avoir sa chambre individuelle ; à défaut, il demande que les élèves soient deux au maximum par chambre et non plus dans des chambrées qui génèrent des difficultés de cohabitation et de comportement ; les sanitaires doivent être modernes et conformes à ce qu'on est en droit d'attendre dans un hôtel de gamme moyenne (sic). **On doit accueillir les élèves comme des adultes.** Force est de constater pourtant que, dans les lycées professionnels et dans notre établissement rural en particulier, l'internat n'est pas à la hauteur et ne favorise pas le bien-être de l'élève.

Un maître d'internat apporte son témoignage et évoque précisément les différences constatées entre lycées généraux urbains aux internats le plus souvent rénovés et lycées professionnels ruraux aux

internats vétustes. Le chef des travaux remarque que des différences de rénovation importantes existent entre internats d'établissements de lycées de régions différentes : ainsi, ici même où nous sommes à quelques kilomètres de la Région voisine, il semble que les choix politiques du Conseil régional voisin ne soient pas les mêmes : les internats sont «flambants neufs». L'animateur demande alors à l'élève interne présent de donner son avis. Ce dernier répond que les jeunes sont plus attirés par l'extérieur que par l'école ; les jeunes de son âge ont, pour la plupart, une voiture et pensent, chaque fois qu'ils ont un moment de libre, à sortir du lycée...

La conversation dévie ensuite sur **la restauration scolaire**. L'élève à nouveau sollicité, indique qu'on ne peut pas satisfaire les goûts de tout le monde dans un service de restauration scolaire collective. Le chef d'établissement dit qu'on peut toutefois mieux faire : **des concertations doivent être mises en place** entre chef cuisinier, gestionnaire, élèves et commensaux pour y parvenir ; il ajoute qu'il n'y a pas que le contenu de l'assiette qui est concerné mais qu'on peut améliorer également le cadre par l'insonorisation du restaurant et l'isolation des convives par des boxes coupant l'espace de la salle de restaurant. Un parent d'élève demande s'il est possible d'améliorer la restauration scolaire sans augmenter les tarifs de pension. Selon le gestionnaire, les coûts sont calculés au plus juste ; la marge est étroite (coût d'un repas élève estimé à 1,80 €), d'autant que l'argent des pensions versé par les familles sert aussi à alimenter à hauteur de 20 % les traitements des personnels via le FARPI.

Une mère d'élève signale que les aides aux familles, via les bourses, ne compensent pas réellement les difficultés financières

Le débat prend alors un tour plus général : le chef des travaux rappelle le **principe de la gratuité de l'enseignement**. **Etant donné que ce sont les enfants de familles défavorisées qui sont le plus souvent scolarisées en LP, la gratuité de l'Enseignement Technique Professionnel doit être la règle** avec :

- la gratuité des pensions et demi-pensions
- la gratuité de l'équipement technique (outillage, vêtements de travail)
- la gratuité des transports quelle que soit l'origine géographique de l'élève

A partir de là comme l'enseignement sera gratuit, les bourses n'auront plus de raison d'être, le fonds social lycéen non plus, les subventions pour le premier équipement pas davantage. Selon le grand principe républicain de Jules Ferry, **l'école sera réellement gratuite** ; plus seulement au niveau de l'école élémentaire, mais aussi, niveau d'élévation du niveau des études oblige, à celui de l'enseignement secondaire. L'enjeu est de taille : il s'agit :

- **de réellement éviter les ruptures de cursus scolaires**
- **de faire en sorte que les jeunes se sentent bien dans un LP et y retrouvent l'ambiance familiale pour les internes**
- **que cela coûte le moins cher possible aux familles défavorisées qui, sinon, sont poussées à envoyer leurs enfants vers une sortie scolaire précoce.**

En d'autres termes : **on n'aide plus les familles puisqu'on rend le système gratuit.**

L'animateur demande alors s'il n'est pas souhaitable de réserver les aides financières aux élèves de collège et de lycée professionnel. Non, rétorque l'assistance car il ne s'agit pas de créer un mouvement inverse consistant à pousser les enfants vers l'enseignement professionnel mais bien d'établir les conditions de l'émergence d'une Ecole vraiment démocratique. Une enseignante ajoute, qu'ainsi aidés, les élèves n'interrompraient pas leurs études et continueraient jusqu'au BAC PRO.

L'animateur amène alors la discussion sur le **terrain psychologique** et particulièrement sur celui des **relations entre élèves et enseignants**.

Selon l'élève présent, «c'est beaucoup plus avancé en LP qu'en Lycée général» : il y a davantage de contact avec les professeurs d'enseignement professionnel qu'avec ceux de l'enseignement général ; un parent renchérit : son fils est «plus copain avec le prof d'atelier» ce à quoi l'animateur rétorque «un enseignant doit-il être le copain des élèves ? ». Il s'en suit une discussion sur le **problème du tutoiement des élèves, de la politesse et de la notion de respect en général**.

Le respect ne doit pas être unilatéral ; certains élèves auraient le sentiment que des enseignants les maintiendraient dans une situation d'infériorité et leur manqueraient de respect. L'élève sollicité demande de savoir où commence et où s'arrête le respect. Un enseignant de matière professionnelle

constate une évolution plutôt négative : il dit qu'il se bat pour que les élèves se respectent déjà entre eux ... Une collègue enseignant l'Anglais renchérit : pour beaucoup d'élèves, la grossièreté ne veut plus rien dire ; elle n'a pas le même sens que pour les adultes et ne les blesse pas. Du coup, elle se banalise. Il s'agit de fixer les limites par une règle écrite négociée par tous en commun (adultes et élèves associés), fixant les droits et les devoirs de chacun, prévoyant des sanctions graduées.

L'animateur demande alors s'il y a davantage d'élèves qui «vont mal », qui sont en situation difficile et appellent au secours. Un autre enseignant de matière professionnelle précédemment en poste en EREA répond que **les élèves en sérieuses difficultés sont souvent issus de familles monoparentales où l'absence d'autorité paternelle se fait sentir.**

Y- a-t-il besoin dans la communauté éducative de personnels qualifiés, spécialistes de l'écoute ? Il faut des Conseillers principaux d'éducation, des Conseillers d'orientation psychologues, des assistantes sociales, des infirmières, des assistants d'éducation en nombre suffisant. Un CPE dit qu'il est évident que tout comportement déviant a une origine psychologique ; il est nécessaire que les futurs enseignants y soient préparés. Il faut que les enseignants bénéficient d'une formation psychopédagogique réelle en IUFM pour mieux gérer les groupes classe et les individus. Un maître d'internat, futur professeur des écoles, dit qu'actuellement les étudiants en IUFM bénéficient de 12 heures seulement de cours de psychologie dans une année de formation ce qui est notoirement insuffisant. Voilà pourquoi beaucoup de jeunes enseignants ne sont pas prêts à «affronter » une classe. Alors que dire des professeurs contractuels ou vacataires qui n'ont aucune formation ? Il est vivement souhaité par conséquent que dans les IUFM les futurs enseignants soient préparés à transmettre des savoirs cognitifs mais aussi des savoirs être.

Pour les enseignants qui ont des difficultés relationnelles avec les élèves, il serait intéressant **d'institutionnaliser des rencontres où chacun pourrait exprimer ses difficultés** relationnelles au quotidien. Ces rencontres pourraient avoir lieu avec des personnes extérieures au système éducatif pour sortir du cadre de l'éducation, nationale, relativiser et penser qu'on n'est pas le seul dans une situation difficile.

Remarque finale d'une mère d'élève : il est regrettable qu'un seul élève ait participé au débat alors que tous avaient été invités.

Priorités pour l'école

L'orientation des élèves : créer des espaces et du temps pour parler orientation, former la communauté éducative à l'orientation.

Développer le partenariat entre le lycée professionnel et le monde de l'entreprise afin de valoriser la filière professionnelle

Restructurer les internats afin de mieux prendre en compte les besoins des lycéens.